

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil huit, le premier décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mmes et MM. Sophie METADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Estelle PATOZ, Michèle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Dominique MACÉ, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Olivier PIQUEUX, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER.

Absents excusés :

Mme VEQUAUD (pouvoir à S.MÉTADIER), Frédéric DUPUIS (pouvoir à M.COURNARIE), Monique GUÉRY (pouvoir à P. MÉREAU).

M. Fabrice DAVOIGNEAU est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

EXONÉRATION DE TAXES FONCIÈRES DES JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES (JEI) ET DES JEUNES ENTREPRISES UNIVERSITAIRES (JEU)

Mme le Maire expose qu'une jeune entreprise innovante (JEI) est une PME indépendante, non issue d'une restructuration ou d'une concentration, âgée de moins de 8 ans, et avec des dépenses de R&D (recherche et développement) représentant au moins 15% des charges fiscalement déductibles.

La jeune entreprise universitaire (JEU) doit être dirigée ou détenue à hauteur de 10% au moins par des enseignants chercheurs ou des étudiants ou des titulaires depuis moins de 5 ans d'un diplôme conférant le grade de master ou d'un doctorat. Son activité concerne la valorisation de travaux de recherche auxquels les dirigeants ou associés ont participé au cours de leur scolarité ou dans l'exercice de leurs fonctions au sein d'un établissement d'enseignement supérieur. Enfin, il existe une convention entre la JEU et l'établissement d'enseignement supérieur.

Mme le Maire expose les dispositions de l'article 1383 D du Code Général des Impôts qui permettent aux Collectivités Territoriales, et à leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, d'exonérer totalement de taxe foncière sur les propriétés bâties, sur la part qui revient à chacun d'entre eux, pour une durée de sept ans, par une délibération de portée générale prise dans les conditions définies à l'article 1639 A bis du même code, les immeubles appartenant à des entreprises qualifiées de "jeunes entreprises innovantes" et de "jeunes entreprises universitaires" au sens de l'article 44 sexies-0 A du même code.

Étant donné l'intérêt général des JEI et des JEU, qui ne sont pas toujours rentables pendant leur phase de création, et qui méritent un soutien spécifique, Mme Le Maire propose d'exonérer ces entreprises de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour une durée de sept ans, selon les conditions en vigueur. En outre, elle précise que pour pouvoir appliquer cette exonération en 2009, il est nécessaire de la voter en 2008.

Le Conseil, après en avoir délibéré (1 abstention, 18 voix pour),

- décide d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les immeubles appartenant à des entreprises qualifiées de "jeunes entreprises innovantes" et de "jeunes entreprises universitaires" en application de l'article 1383 D du Code Général des impôts ;
- charge Mme le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux et fiscaux.

REMBOURSEMENT SMACL

Mme le Maire explique que la vitre arrière du tracteur de la commune avait été brisée par un jet de pierres lors d'un fauchage. Le remplacement de cette vitre avait fait l'objet d'une facture de l'établissement CLOUÉ de 143,52 €. La SMACL, assureur de la commune, rembourse ce sinistre par chèque d'un montant de 143,52 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte à l'unanimité ce remboursement.

REMBOURSEMENT AREAS ASSURANCES

Mme le Maire explique que AREAS Assurances nous transmet les remboursements suivants :

- Accident de travail de Mme Raymonde LORILLOU,
indemnités journalières, arrêt du 16 octobre au 4 novembre 2007 : 963,79 €
- Congés de maladie de Mme Marie-Thérèse MURZEAU,
indemnités journalières, arrêt du 3 au 29 septembre 2007 : 705,54 €
- Accident de travail de M. Aurélien GARAND,
indemnités journalières, arrêt du 21 au 25 février 2007 : 258,20 €
- Accident de travail M. Jacky RAPHEL,
indemnités journalières, arrêt du 26 février au 22 mars 2007 : 494,84 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte à l'unanimité ces remboursements.

AVENANT COORDINATEUR SPS CARROIR DES TEMPLIERS

Mme le Maire, présidente de la commission d'appel d'offres réunie le 1er décembre 2008 à 20h15, informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire, pour le chantier du Carroir des Templiers, de prévoir un avenant en plusvalue de 1 018,50 € HT sur le marché du coordinateur SPS (sécurité et protection de la santé) la société ASCODIE +, pour des prestations supplémentaires (allongement de la durée du chantier, augmentation du montant global des travaux). Le montant d'origine du marché était de 1 085,00 HT. L'avenant proposé porte le montant total de la prestation à 2 103,50 € HT. La Commission d'appel d'offres a retenu cette proposition.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- accepte la décision de la Commission d'appel d'offres,
- autorise Mme le Maire à signer l'avenant en plus-value avec l'entreprise ASCODIE + pour un montant
de 1 018,50 € HT, soit 1 218,13 € TTC.

SIÈGE DE L'ASSOCIATION « PAGE à PAGE ».

Mme le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le conseil municipal, accepte à l'unanimité.

Mme le Maire donne lecture d'un courrier de l'association "Page à Page" qui souhaite domicilier son siège social à la mairie de Beaulieu-lès-Loches. Le but de cette association est "la création, la gestion et le fonctionnement d'une bibliothèque à Beaulieu-lès-Loches".

La Présidente de "Page à Page" est Mme Michèle GRATADE.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal accepte (16 voix pour, 2 abstentions) que l'association "Page à Page" domicilie son siège social à la mairie de Beaulieu-lès-Loches – 6, place du Maréchal Leclerc – 37600 Beaulieu-lès-Loches.

DEMANDE DE RETRAIT DE LA COMMUNE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMÉNAGEMENT DE LA LOIRE ET DE SES AFFLUENTS (SICALA)

Mme le Maire demande au Conseil municipal l'ajout de cette délibération à l'ordre du jour. Le conseil municipal, accepte à l'unanimité.

Mme le Maire donne lecture de deux courriers reçus par la mairie de Perrusson au sujet de la demande de retrait de cette dernière du Syndicat Intercommunal de la Loire et de ses Affluents d'Indre-et-Loire (SICALA 37). Elle présente ce syndicat et explique que Beaulieu-lès-Loches en fait partie, comme quatre-vingts autres communes d'Indre-et-Loire.

Après plusieurs années d'adhésion au SICALA 37, il n'a pas été constaté d'intérêt majeur pour la commune à adhérer à cet organisme.

Mme le Maire propose donc que la commune se retire du SICALA 37 (art. L 5211-19 du CGCT).

Le Conseil, après en avoir délibéré :

- décide à l'unanimité de demander le retrait de la commune de Beaulieu-lès-Loches du SICALA 37 autorise Mme le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

INFORMATIONS

- Mme Cournarie fait part de sa participation à l'Assemblée Générale de l'Alliance des Beaulieu de France à Beaulieu-sur-Mer les 14 et 15 novembre 2009. En 2011, ce sera le tour de Beaulieu-lès-Loches. Elle incite tout le Conseil municipal à y participer l'an prochain. Elle indique qu'elle a été élue trésorière de l'association.
- Abri-bus, rue de la Buheterie : Toujours pas d'éclairage. Ecrire au Conseil Général. Il est suggéré, dans l'immédiat, de fournir des gilets jaunes à tous les enfants.

La séance est close à 21h20.